

# Genève EN BREF

Survol des négociations commerciales bilatérales, plurilatérales et multilatérales

Charles Akande, rédacteur

## Trump confirme le retrait des États-Unis du PTP

**En signant l'acte de retrait des États-Unis du Partenariat transpacifique (PTP) à son premier jour de présidence, le président nouvellement investi Donald Trump a tenu sa promesse de servir d'abord les États-Unis.**

Cela consolide sa perspective sur le commerce, soit de négocier ou de renégocier seulement des accords commerciaux internationaux « équitables » qui permettront de stimuler l'économie américaine et de « ramener en sol américain des millions d'emplois » afin de revitaliser « les communautés déchirées de la nation ».

« Cette stratégie commence par le retrait du Partenariat transpacifique et la confirmation que tout nouvel accord commercial conclu se fait dans l'intérêt des travailleurs américains », a déclaré l'administration Trump dans un document de politique intitulé « Trade Deals Working for All Americans » [Des accords commerciaux au service de tous les Américains].

Cette démarche de la nouvelle administration vise à adopter une position dure avec des pays comme la Chine qui ont contribué à l'augmentation du déficit commercial des États-Unis et à la dégradation des emplois du secteur manufacturier en les attirant à l'étranger.

Même s'il convient de l'importance d'être coriace envers la Chine lorsqu'il est question de commerce, le représentant pour le commerce des États-Unis sortant, Mike Froman, a admis être légèrement perplexe quant à la stratégie commerciale de la nouvelle administration.

« Il n'est tout simplement pas possible de concilier une politique dure envers la Chine et le retrait du PTP », a-t-il déclaré, « ce serait le plus grand cadeau qu'un président américain pourrait faire à la Chine. un cadeau lourd de

Comme d'autres pays du PTP, M. Froman croit que le refus de ratifier l'accord sera une perte massive pour les États-Unis, à la fois en raison de son impact économique et de la perte d'influence géopolitique dans la région de l'Asie-Pacifique. « Parce que, en fin de compte, si ce vide n'est pas rempli par les États-Unis, il le sera par quelqu'un d'autre », a formulé l'ancien premier ministre de la Nouvelle-Zélande, John Key.

« Je ne peux pas comprendre pourquoi un président voudrait renoncer à notre leadership en Asie-Pacifique, et être responsable d'avoir donné les clés du château à la Chine et d'avoir livré nos alliés historiques et les rivaux historiques de la Chine directement dans les mains de la Chine. Ce serait une erreur de calcul stratégique aux conséquences énormes », a déclaré M. Froman.

Le président Trump ne voit toutefois pas les choses de cette manière, et en signant aujourd'hui l'acte de retrait, il a fait ce qu'il a promis durant sa campagne, ce qu'il appelle « une très bonne chose pour les travailleurs américains ».

M. Trump veut aussi renégocier l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA) et a prévenu que si le Canada et le Mexique refusent de rouvrir l'entente, les États-Unis pourraient simplement s'en retirer.

### La peur du protectionnisme domine les pourparlers ministériels à Davos

Le 20 janvier, les ministres et le haut personnel des 29 pays clés<sup>1</sup> de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) se sont réunis en marge du Forum économique mondial à Davos, en Suisse, pour réitérer leur soutien envers le système commercial multilatéral et le besoin de

<sup>1</sup> L'Afrique du Sud, l'Argentine, l'Australie, le Bénin, le Brésil, le Canada, la Chine, la Corée du Sud, le Costa Rica, l'Égypte, les États-Unis, Hong Kong, l'Inde, l'Indonésie, le Japon, la Malaisie, le Mexique, le Maroc, la Nouvelle-Zélande, le Nigeria, la Norvège, le Pakistan, les Philippines, la Russie, Singapour, la Suisse, la Thaïlande, la Turquie et l'Union européenne.

ministérielle de l'OMC (CM11) qui aura lieu du 11 au 14 décembre 2017 à Buenos Aires, en Argentine.

La réunion ministérielle informelle de l'OMC à Davos, présidée par le conseiller fédéral suisse, Johann N. Schneider-Ammann, est la première des trois mini réunions ministérielles tenues avant la CM11. Les deux autres réunions ministérielles informelles auront lieu en juin – en marge du Forum de l'OCDE à Paris du 6 au 8 juin – et cet automne, probablement en septembre 2017, pour finaliser, avec un peu de chance, les résultats de la CM11.

La question, cependant, est de savoir si la nouvelle administration américaine entreprendra des négociations multilatérales cette année.

« Bien sûr, nous faisons face à de nombreuses incertitudes », a admis le directeur général de l'OMC, Roberto Azevêdo, mentionnant que la mondialisation n'a pas toujours eu des effets positifs sur les emplois. « Évidemment, le commerce fait partie des priorités des programmes politiques en ce moment. Je vois bien les préoccupations entourant la mondialisation – et le besoin d'y répondre. »

M. Azevêdo a admis que l'OMC a besoin « de meilleures politiques internes pour soutenir les gens et leur redonner un emploi. » Cependant, le retour aux mesures protectionnistes n'est pas la solution, a-t-il ajouté.

« J'ai beaucoup entendu parler de protectionnisme et de guerres du commerce cette semaine. Cela anéantirait des emplois, plutôt que d'en créer. Je presse tout le monde de faire preuve de prudence et de leadership. Nous devons éviter de nous projeter dans une crise », a souligné le directeur général dans un appel adressé évidemment à la nouvelle administration américaine, pressant les ministres

du Commerce d'amplifier leurs engagements dans les pourparlers tout au long de l'année afin de « continuer à renforcer et à améliorer le système commercial. »

« Les ministres ont fait remarquer que le protectionnisme n'est pas la solution à l'opinion anti-commerce », a déclaré M. Schneider-Ammann à la fin de la réunion informelle. Cependant, les accords commerciaux devraient être plus inclusifs, et leurs avantages, mieux partagés, a-t-il ajouté.

Les représentants officiels de l'OMC ont reçu le mandat d'intensifier le travail en présentant des propositions dans divers domaines de négociation, notamment le soutien interne en agriculture, le coton, les subventions pour la pêche, la facilitation des échanges de services, et en trouvant une solution permanente à la détention de stocks publics à des fins de sécurité alimentaire.

Des sujets tels que les obstacles non tarifaires au commerce et les enjeux liés à l'accès aux marchés, aux règles et aux restrictions à l'exportation font aussi partie des contributions potentielles mentionnées pour cette année. Certains membres ont insisté sur la nécessité d'inclure de nouveaux enjeux comme le cybercommerce et les micro, petites et moyennes entreprises dans les livrables de la CM11.

« 2017 est une année importante pour l'OMC alors que nous nous préparons pour notre Conférence ministérielle à Buenos Aires en décembre », a déclaré M. Azevêdo, soulignant la volonté des Membres de voir des résultats concrets émerger de la prochaine conférence ministérielle.

« C'est très positif », a-t-il poursuivi. Des idées et propositions sont avancées. L'engagement est élevé, tant de la part des Membres de l'OMC que du secteur privé, a-t-il ajouté.

**Genève en bref est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.**

Pour obtenir de plus amples renseignements ou formuler des observations, veuillez visiter : [www.producteurslaitiers.ca](http://www.producteurslaitiers.ca), [www.poulet.ca](http://www.poulet.ca), [www.lesoeufs.ca](http://www.lesoeufs.ca), [www.leseleveursdedindonducanada.ca](http://www.leseleveursdedindonducanada.ca), [www.chep-poic.ca](http://www.chep-poic.ca).

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Canada, ISSN 1496-9254

